

Bernard LE CALLOC'H

LA POLITIQUE FINNO-UGRIENNE DU COMTE KUNÓ KLEBELSBERG

Entre les deux guerres mondiales, le comte Kunó Klebelsberg joua en Hongrie un rôle majeur dans les domaines de l'instruction publique, de la recherche scientifique et de la culture. Pour sortir son pays de l'isolement diplomatique où l'avait relégué le traité de Trianon, avec l'aide de Pál Teleki et de la Société touranienne, il organisa des congrès finno-ougriens et mena une politique de coopération avec la Finlande et l'Estonie, elles aussi soucieuses de rompre leur isolement. Il créa à Helsinki et à Tartu des instituts hongrois, sur le modèle de ceux de Vienne, Rome et Berlin, et il y envoya professeurs, chercheurs et étudiants. En 1930, il visita la Finlande et l'Estonie. De retour à Budapest, il mit en place une Commission nationale pour la recherche finno-ougrienne, créa la chaire des langues finno-ougriennes à l'université et organisa, de concert avec ses collègues finlandais et estoniens, une « Journée finno-ougrienne ». Quand il se retira de la politique active, en août 1931, il avait réussi à faire de la coopération entre les trois pays finno-ougriens un élément essentiel de la politique culturelle de la Hongrie.

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, le comte Kunó Klebelsberg a été sans nul doute l'une des figures dominantes de la vie publique hongroise. Sa carrière a été presque tout entière consacrée à l'Éducation, sous toutes ses formes. Au regard de l'Histoire il apparaît avant tout comme l'homme qui a su donner à toutes les activités dépendant de l'instruction publique et de la recherche scientifique une impulsion si forte qu'on en ressent encore aujourd'hui les effets bénéfiques. Sous son « règne », en à peine une dizaine d'années, la Hongrie a accompli partout à la fois, y compris dans les arts, les sports et les sciences les plus difficiles, des progrès qui eussent semblé impossibles quelque temps plus tôt. De pays arriéré qu'elle était, elle

est devenue l'un des pays les plus cultivés de l'Europe, grâce à la politique d'expansion tous azimuts du système éducatif qu'il réussit à mettre en place.

LA SOCIÉTÉ JULIAN OU « LE PIED A L'ÉTRIER »

Sa carrière dans le domaine de l'Éducation nationale a commencé en 1904, alors qu'il venait d'avoir vingt-neuf ans. Rédacteur dans les services du Premier ministre, remarqué par ses supérieurs pour son assiduité, son intelligence et la qualité de son travail, il est nommé administrateur délégué de la Société Julián (*Julián egyesület*) que vient de fonder le géographe Béla Széchenyi, Gardien de la Couronne depuis 1901, et que co-préside l'économiste József Tarkovich, membre de la Chambre haute, gouverneur de la Banque d'Autriche-Hongrie.

Cet organisme, qui a pris le nom du moine dominicain parti en 1235 à la recherche d'une hypothétique *Magna Hungaria* sise aux abords de l'Oural, s'est donné pour mission de répandre l'instruction parmi les enfants des Hongrois qui vivent dispersés en Slavonie, en Croatie, en Bosnie et en Herzégovine, ou dont les parents, naviguant sur les cours d'eau, n'ont pas de domicile fixe. Il pourvoit sur ses propres fonds à la construction et à l'entretien d'écoles primaires, destinées en priorité à la jeunesse hungarophone, mais dans lesquelles sont acceptés aussi, dans la limite des places disponibles, des enfants d'autres nationalités. Il possède également des bibliothèques, des salles de réunion ou de conférence, ainsi que des logements pour le personnel enseignant. Des cours spéciaux d'alphabétisation sont organisés pour les adultes, en cas de besoin. Chaque année, la société attribue des bourses aux plus méritants afin qu'ils puissent poursuivre des études secondaires ou professionnelles dans les lycées, collèges, ou institutions spécialisées de Hongrie. Le plus souvent, ces jeunes sont regroupés à Pécs qui dispose des différents établissements d'enseignement et de perfectionnement nécessaires et où la société est bien implantée. Une fois les études achevées, elle ne se désintéresse pas de ses pupilles, mais se préoccupe de leur procurer un emploi correspondant à leur qualification. Elle donne en même temps à leur intention des cours du soir, en vue de leur promotion ultérieure. Par

ailleurs, elle a mis en place une ferme-école pour ceux qui se destinent aux métiers d'agriculteur, d'éleveur ou de jardinier. Ceux qui préfèrent s'engager dans la filière artisanale ou industrielle, elle les place dans des entreprises appropriées, situées à proximité de la province d'origine, par exemple dans le sud de la Transdanubie pour les habitants de la Slavonie. En outre, elle apporte son soutien à la création de coopératives de crédit, afin de faciliter leur accès à la profession de leur choix.

Son domaine d'action est considérable, ses activités multiples, et son administrateur-délégué a fort à faire, car elle possède une cinquantaine d'établissements dont la plupart sont implantés en Croatie et en Slavonie, mais dont quelques-uns fonctionnent aussi en Bosnie. En Herzégovine, elle participe pour moitié aux dépenses de l'association culturelle hongroise de Mostar. Au total, elle dispose de 113 instituteurs ou institutrices pour encadrer et instruire chaque année environ huit mille élèves des deux sexes. Elle entretient de plus 180 bibliothèques, installées dans 134 communes différentes, dont une quarantaine sont mobiles de manière à pouvoir aller de village en village, au gré de la demande et en fonction des besoins.

En ce qui concerne les enfants des mariniers et bateliers, leur instruction est assurée par la société dans des écoles primaires situées au bord du Danube, à Passau, Vienne-Freudenau (près du Prater), Komárom, Újpest, Óbuda, Titel (au confluent de la Tisza et du Danube), Zemun (près de Belgrade) et Orsova (à l'entrée des Portes de Fer).

Le fait que Kunó Klebelsberg ait été amené à s'occuper quotidiennement de la Société Julián, à visiter ses établissements, à se pencher sur les problèmes que pose l'éducation des jeunes dans toute leur diversité, puis à en rechercher la solution la meilleure, lui est très précieux quand, le 2 janvier 1914, il se voit confier par István Tisza un secrétariat d'État auprès du ministre des Cultes et de l'Instruction publique, l'économiste et mathématicien Béla Jankovich. Un an plus tard, devant les résultats remarquables dont il peut faire état, le chef du gouvernement lui confie aussi le soin de s'occuper des mutilés et invalides de guerre. Il garde ces hautes et difficiles responsabilités jusqu'au 15 juin 1917, date à laquelle le ministère Tisza est remplacé par un très éphémère ministère Móric Esterházy, dans lequel le portefeuille de l'Instruction est attribué à Albert Apponyi.

De toute façon, depuis le 19 mars précédent, Klebelsberg a été appelé à occuper un autre poste de secrétaire d'État, cette fois auprès du Premier ministre. Ce dernier tient, en effet, à l'avoir constamment à ses côtés, tant ses avis sont judicieux et tant est aigu son sens politique. Mais la guerre européenne qui est sur le point de s'achever au milieu du désarroi général bouleverse tout. La Société Julián disparaît, elle aussi, dans la tourmente, comme tant d'autres institutions qui avaient naguère été conçues pour répondre aux besoins de la Grande Hongrie et ne servent soudain plus à rien. Et puis l'assassinat, le 31 octobre 1918, d'István Tisza, dont il a été le collaborateur et le confident, le contraint à quitter la capitale clandestinement, d'autant que, le même jour, Mihály Károlyi est investi des fonctions de chef du gouvernement.

Par la suite, s'il a quitté les cabinets ministériels, il n'a pas quitté le domaine de l'enseignement, puisqu'à la rentrée universitaire, lui qui est docteur en droit public et qui a exercé la charge de juge administratif pendant quatre ans, est à présent chargé à titre extraordinaire d'un cours de droit administratif à la faculté des sciences économiques de Budapest, cours qu'il assumera jusqu'à sa nomination, le 3 décembre 1919, au poste de ministre de l'Intérieur dans le cabinet István Bethlen.

INTERMÈDE À SZEGED

À partir d'octobre 1918, alors que s'effondre la Double Monarchie et que prend fin le règne séculaire des Habsbourg, le centre de la vie politique hongroise se transporte soudain à Szeged.

À la suite de l'accord d'armistice signé à Belgrade avec le général Franchet d'Esperey, les troupes françaises, remontant des Balkans à travers la Serbie, viennent occuper la ville. Elles y resteront dix-sept mois.

Au début, la présence française garde un caractère strictement militaire. L'armée d'occupation ne se mêle ni d'administration ni d'économie ni, à plus forte raison, de politique, et surtout pas lorsque, le 22 mars 1919, des énergumènes rentrés depuis peu de prison de guerre en Russie et endoctrinés par les Bolcheviks, prétendent instaurer dans la ville la dictature du prolétariat. Mais, quatre jours plus tard, les Fran-

çais, apprenant que les communistes ont fait sortir clandestinement de la ville des armements afin de répandre la révolution dans les régions avoisinantes, interviennent pour couper court à l'aventure. Ils mettent immédiatement fin aux agissements des révolutionnaires en les incarcérant et ils rétablissent l'administration civile, confiée à des éléments sûrs. À dater de cet instant, un gouverneur militaire français est placé à la tête de la municipalité, qui reçoit ses ordres du haut commandement allié dans les Balkans. Il est même question pendant plusieurs jours de faire de Szeged la base des opérations militaires françaises contre les Rouges, mais le projet est abandonné.

La ville, encerclée par la troupe et encombrée de milliers de réfugiés, connaît alors de graves soucis de ravitaillement et de logement. En revanche, c'est l'occupation française qui permet d'y former le premier gouvernement d'après-guerre et d'y reconstituer un embryon d'armée nationale.

Tout a commencé quand le comité antibolchevik de Szeged, présidé par l'ancien préfet Béla Kelemen, a décidé de se joindre au comité antibolchevik constitué un mois plus tôt à Vienne. Les soldats qui, dans les casernes de la ville, faisaient de l'agitation communiste sont désarmés par les hommes de la garnison que commande le lieutenant-colonel Béla Szombathelyi. Celui-ci fait aussi arracher le drapeau rouge qui flottait sur l'hôtel de ville et le remplace par le tricolore rouge-blanc-vert.

Pendant ce temps, à Arad, à l'instigation du gouverneur militaire français de la place, le général de Gondrecourt, un gouvernement provisoire a été formé le 5 mai sous la présidence de Gyula Károlyi, préfet du comitat. Ce dernier a reçu la promesse formelle que les puissances de l'Entente, très inquiètes de la tournure des événements et redoutant au plus haut point la contagion révolutionnaire, le reconnaîtraient comme le seul représentant légitime de la Hongrie. Bien que natif de la région d'Arad (il est né le 13 novembre 1875 à Magyarpécska), Kunó Klebelsberg ne fait pas encore partie de ce premier gouvernement provisoire de l'après-guerre qui s'est constitué alors que, menacé de mort, il est contraint de se cacher. C'est que, depuis l'assassinat de Tisza et l'instauration de la République des Conseils à la suite du putsch communiste du 21 mars, il a dû renoncer à rester à Budapest. Il s'est réfugié chez son ami Dénes Almásy, dans sa propriété de Kétegyháza, à treize kilomètres au sud de Gyula, dans

le comitat Békés. Pour s'occuper, il s'est fait le précepteur des enfants de la maison, tant est vif chez lui le goût de l'enseignement, et personne ne paraît alors s'être douté de qui il s'agissait.

Dès que les circonstances le permettent, il rejoint le gouvernement provisoire qui entre temps s'est transporté à Szeged par crainte d'une avance subite de l'armée roumaine. En vérité, les choses n'ont pas été simples. Károlyi et ses ministres ont obtenu un laissez-passer parfaitement explicite du commandement français, mais ils n'en ont pas moins été internés en cours de route, à Mezöhegyes, par les Roumains qui viennent de s'emparer de la région. Il a fallu que le général français intervienne énergiquement pour que les Roumains consentent à relâcher les membres du gouvernement hongrois. Károlyi arrive à Szeged le 28 mai et le 30 il constitue un nouveau cabinet dans lequel entre notamment Pál Teleki qui a pour Klebelsberg une très vive amitié. Pour le moment, l'essentiel est de briser les reins à la criminelle entreprise de Béla Kun et de ses acolytes, ce que les autorités françaises d'occupation désirent ardemment. C'est pourquoi elles donnent aussitôt leur accord à la constitution d'une première unité militaire hongroise forte de 1 300 hommes, chargée de rétablir au plus vite l'ordre et la paix. Mais ce n'est pas la tâche la plus aisée, car les sociaux-démocrates, qui devaient entrer au gouvernement, changent soudain d'avis et lancent un mot d'ordre de grève générale. De toute façon, le commandement militaire français ne tient pas sa promesse de laisser réarmer une brigade hongroise. Károlyi donne sa démission. Il est remplacé, à la demande expresse de l'état-major français, par Dezsó Ábrahám, ancien membre du gouvernement de Mihály Károlyi, qui garde Teleki aux Affaires étrangères et nomme l'amiral Miklós Horthy commandant en chef des forces armées hongroises à reconstituer. Au début d'août, un Comité national, tenant lieu provisoirement de parlement, se réunit à Szeged sous la présidence d'Aladár Zichy. Klebelsberg, cette fois, en fait partie.

Les choses vont alors très vite. Le cabinet Ábrahám démissionne le 19 août et laisse la place à celui qui, sitôt les Rouges mis hors d'état de nuire, s'est constitué à Budapest le 7 août précédent sous l'égide de l'industriel István Friedrich. L'intermède de Szeged est terminé. Klebelsberg rentre lui aussi à Budapest.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

En septembre 1920, alors que le traité de paix a été enfin signé au château de Trianon trois mois plus tôt, des élections législatives sont organisées à la hâte. Klebelsberg est élu député chrétien-démocrate à Sopron. Quelque temps plus tard, lors de la création par István Bethlen du Parti unifié (*Egységes Párt*) qui regroupe les chrétiens-démocrates, les agrariens et les bourgeois, il s'empresse de s'y rallier à l'instigation de Teleki, lequel, pour sa part, préfère quitter la vie politique active pour se consacrer à ses travaux géographiques. C'est du reste Teleki qui suggère à Bethlen de prendre Klebelsberg dans son équipe ministérielle, ce qui est fait le 3 décembre 1921. Il est alors nommé ministre de l'Intérieur en remplacement de Gédéon Ráday qui a demandé à quitter le gouvernement pour ne garder que son mandat de député de Nagykőrös.

Son passage au ministère de l'Intérieur ne dure que six mois, pas assez longtemps pour qu'il puisse imprimer la marque de sa personnalité sur une machine administrative complètement désorganisée par la guerre, la révolution et les dispositions draconiennes du traité de paix. Le seul élément positif dont il puisse faire état est la réforme par voie de décret de la législation électorale que, du reste, il doit mener en bataillant durement contre les éléments les plus réactionnaires de l'Assemblée nationale. Mais cette réforme est d'importance puisqu'elle édicte, conformément à la volonté des Alliés, le principe du vote universel et égalitaire. Elle fait même plus en accordant du même coup le droit de vote aux femmes, ce que l'Angleterre, pourtant réputée « mère du parlementarisme », ne fera que le 2 juillet 1928 et la France, toujours prête à donner aux autres des leçons de démocratie, que le 21 avril 1944. Certes, pour être électrices, les femmes hongroises doivent être âgées de trente ans au moins, contre vingt-quatre pour les hommes, sauf si elles ont fait des études supérieures, auquel cas elles peuvent voter dès 24 ans. On devine là la main du nouveau ministre pour qui l'instruction des femmes comme des hommes est la clef du progrès social et de l'épanouissement culturel de la nation.

De toute façon, comparé à l'état de choses précédent qui organisait le vote censitaire et préférentiel aux dépens du principe de l'égalité de tous, la nouvelle loi électorale élaborée par Kunó Klebelsberg constitue une indubitable avancée. Il n'a pu la réaliser qu'à la faveur des

événements extraordinaires de l'après-guerre. Il faut se souvenir, en effet, qu'à l'époque peu de pays européens donnaient le droit de vote aux femmes, si ce n'est la Finlande qui fut une pionnière en ce domaine. En outre, la majorité électorale était partout au moins égale à vingt et un ans. Elle n'a été abaissée à dix-huit ans dans certains pays qu'après 1970. Aujourd'hui encore, plusieurs cantons de la confédération helvétique refusent aux femmes l'accès aux urnes et aux assemblées représentatives, bien que la Suisse passe pour un modèle de démocratie.

MINISTRE « DES CULTES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE »

Le 16 juin 1922, à la suite d'un petit remaniement du cabinet, Klebelsberg est appelé au ministère des Cultes et de l'Instruction publique (*Vallás- és Közoktatásügyi minisztérium*) en remplacement de József Vass, nommé ministre des Affaires sociales et du Travail, cependant qu'Ivan Rákovszky prend le portefeuille de l'Intérieur. Ce n'est pas un événement banal, car Klebelsberg va demeurer près de dix ans à la tête des affaires scolaires et culturelles de la Hongrie et y accomplir une œuvre de rénovation et de modernisation d'une ampleur exceptionnelle, sans égale dans les annales de son pays.

Le nouveau ministre qui, un mois auparavant, a été élu membre d'honneur de l'Académie des sciences, comprend d'emblée le parti que sa patrie mutilée, ruinée et terriblement isolée diplomatiquement, peut tirer de bonnes relations avec les Finlandais et les Estoniens, alors que ces derniers ont, eux aussi, un même pressant besoin d'entretenir partout où ils le peuvent des rapports suivis avec l'étranger.

Bien convaincu qu'il lui faut faire flèche de tout bois, il accorde aussitôt un soutien discret à la Société touranienne, ainsi qu'à l'Institut finno-estonien qui vient tout juste d'être créé par l'entrepreneur fennophile qu'est Aladár Bán. Il approuve les propositions prises lors du premier congrès finno-ougrien qui s'est tenu l'année précédente à Helsinki pour traiter des questions scolaires et universitaires, mais surtout il s'emploie aussitôt à y donner suite. S'il a fort à faire pour réparer les immenses dégâts de la guerre et de la dictature communiste, il n'entend pas pour autant négliger tout ce qui touche aux rela-

tions avec l'extérieur, principalement alors qu'il s'agit de peuples qui peuvent se prévaloir d'une certaine parenté linguistique avec le sien.

Il est appuyé dans sa politique par le comte Pál Teleki, qui a pris la vice-présidence du Centre hongrois d'études orientales (*Magyar Keleti Kultúrközpont*) et dont il est, en quelque manière, le successeur, puisque ce dernier avait pris le portefeuille des Cultes dans le premier gouvernement constitué à Szeged au lendemain de la défaite. Teleki se montre ardent partisan d'un rapprochement avec la Finlande et l'Estonie, qui devrait permettre à la Hongrie de s'ouvrir une fenêtre vers les pays du Nord et le monde scandinave, et donc de commencer à briser l'encerclement où l'Entente essaie de la maintenir. Il invite son ami Klebelsberg à développer les relations culturelles avec les deux États fenniques, même s'il a conscience que ces petites nations, nouvelles sur la scène internationale, ne peuvent guère apporter à la Hongrie l'appui diplomatique dont elle aurait besoin pour retrouver sa place dans le concert européen. De toute façon, il prêche un convaincu. Klebelsberg sait qu'il ne lui faut négliger aucune occasion d'ouverture et que les contacts avec les grands pays ne dispensent pas d'en entretenir aussi avec les autres.

Le gouvernement de Helsinki ne s'y trompe pas. Il apprécie les efforts du ministre hongrois en faveur de la création et de l'accroissement des relations culturelles entre les deux pays. Et pour lui témoigner sa reconnaissance, il lui décerne la grand-croix de l'ordre de la Rose Blanche à l'occasion des cérémonies du centenaire de l'Académie hongroise des sciences.

Le 25 juin 1924, un groupe de trente géographes, géologues et naturalistes hongrois, conduits par Pál Teleki, débarque à Helsinki pour prendre part à une expédition scientifique à travers tout le territoire de la Finlande. Leur itinéraire passe par Jyväskylä, Rovaniemi et la Laponie jusque sur les rivages de l'océan Glacial Arctique, puis à Petsamo. En chemin de fer, en automobile et souvent à pied, ils poursuivent pendant un mois entier leurs investigations, avant de reprendre le bateau pour gagner l'Estonie, où, peu après, Teleki et ses compagnons rejoignent Aladár Bán et participent en tant que membres de la délégation hongroise au deuxième congrès culturel finno-ougrien qui cette fois se tient à Tallinn. Désireux de voir se renforcer par tous les moyens et dans tous les domaines la coopération entre les trois États finno-ougriens de l'Europe, Teleki pousse à la roue, fait des

propositions, suggère des solutions. Il ne s'agit donc plus, comme lors du premier congrès de 1921, de s'en tenir strictement aux seules questions d'enseignement. L'ambition des trois partenaires est maintenant plus vaste et aussi plus précise dans ses intentions. Le rétablissement de la prospérité économique, la stabilisation des monnaies, le développement des productions et des échanges permettent de consacrer davantage de ressources aux différents aspects de la vie intellectuelle, même si la stabilité politique est loin d'être acquise partout (il y aura dans quelques mois un putsch communiste en Estonie).

Dans son allocution de clôture, Teleki invite, au nom du gouvernement hongrois et singulièrement en celui de Kunó Klebelsberg, tous les participants à se retrouver en juin 1927 à Budapest pour y continuer leurs travaux, faire le bilan des réalisations et étudier de nouvelles avancées à promouvoir.

À son retour, il rend compte personnellement des résultats du congrès de Tallinn au ministre, qui le charge bientôt de préparer celui de Budapest. Le 12 octobre 1925, Teleki réunit pour la première fois une commission préparatoire, dont le rôle est d'arrêter les modalités d'organisation de cette manifestation que Klebelsberg veut exemplaire, car dans son esprit, sept ans après Trianon, il ne peut pas s'agir seulement d'une rencontre amicale entre professeurs. Celle-ci doit pouvoir déboucher sur des faits concrets, des échanges plus nombreux, des idées nouvelles, et elle doit frapper les esprits.

Le 31 octobre suivant, une seconde réunion a lieu, que Teleki a élargie à des représentants de toutes les sciences. Après quoi Klebelsberg nomme un comité d'organisation définitif dont la présidence est assurée par Teleki. Il se compose de Gyula Pekár, président de la Société touranienne, qui a été l'un des prédécesseurs de Klebelsberg au ministère des Cultes et de l'Instruction publique dans les années 1919-1921, d'Aladár Ban, vice-président de la société et directeur de l'Institut finno-estonien de Budapest, du finno-ougriote József Szinnyey, titulaire de la chaire de linguistique ouralo-altaïque à l'université de Budapest, membre de l'Académie des sciences, auteur de nombreux ouvrages sur le finnois et notamment du premier dictionnaire finnois-hongrois, ainsi que de l'économiste de renommée internationale Farkas Heller, professeur à l'École polytechnique et lui aussi membre de l'Académie des sciences.

CRÉATION DES INSTITUTS HONGROIS

Le 11 mars 1927, trois mois avant la date normalement prévue pour le prochain congrès finno-ougrien, Klebelsberg intervient à la tribune de la Chambre des députés pour y exposer les mesures nouvelles qu'il compte prendre dans le domaine de sa compétence.

Parmi celles-ci figure en bonne place la création de plusieurs instituts hongrois à l'étranger et l'envoi de lecteurs auprès des chaires spécialisées des universités. Ces établissements scientifiques se voient confier la mission de briser l'encerclement dont la Hongrie est victime et de mettre un terme à son isolement en assurant de façon permanente la présence de la culture hongroise, sous toutes ses formes, dans un certain nombre de pays européens, à l'image du Collegium Hungaricum fondé à Berlin en 1916, que le germaniste Robert Gragger a dirigé jusqu'à sa mort en 1926, et de ceux qui ont été installés depuis lors à Vienne et à Rome en 1923.

Il prononce un discours sur « La politique culturelle hongroise après la guerre » qui constitue un programme de gouvernement d'une grande ampleur, touchant à toutes les facettes de l'enseignement et de la recherche, au point d'avoir maintenant valeur de document historique. Il souligne la difficulté de la tâche qu'il s'agira de mener à son terme au cours de plus d'une décennie. « Les nations moins grandes et moins riches ont bien du mal à garantir leur indépendance culturelle, plus de mal encore à la maintenir, assure-t-il. Il leur faut pourtant sauvegarder leur originalité nationale tout en évitant l'écueil d'un isolement intellectuel. » Et il montre combien la création d'instituts sur le modèle du Collegium Hungaricum, de même que l'attribution de bourses en vue d'études à l'étranger, auront à l'avenir d'importance pour l'élévation générale du niveau de connaissances de la prochaine génération.

Le grand ministre hongrois montre ainsi sa volonté inébranlable de restaurer le prestige international de son pays et d'imposer par les seuls moyens dont il dispose son retour sur la scène européenne. Il fait alors adopter une loi-programme sur les instituts hongrois à l'étranger et sur les conditions d'attribution de bourses aux étudiants désireux de se perfectionner dans les meilleurs établissements d'enseignement étrangers. Bien entendu, cela vaut notamment pour ceux qui

souhaitent se spécialiser en finno-ougrienne, comme linguistes, mais aussi comme ethnographes, folkloristes, musicologues, traducteurs ou historiens, et qui veulent se rendre dans les universités de Finlande et d'Estonie.

Depuis septembre 1923, le juriste István Csekey, historien du droit public et constitutionnel hongrois, ancien professeur à l'Académie juridique de Kecskemét, a été envoyé à Tartu par Klebelsberg pour y diriger l'institut que le ministre entend y créer en priorité, sur le modèle de celui de Berlin, afin d'assurer constamment une présence hongroise dans la ville universitaire qui, beaucoup plus que Tallinn, est le foyer des lettres, des arts et des sciences, le centre des activités intellectuelles de la petite république baltique. Grâce à la subvention du ministère et de l'Académie, le nouvel institut est doté d'une bibliothèque riche de plusieurs milliers de livres, de salles de réunion et d'un programme de conférences qui en font bientôt un lieu attractif très fréquenté.

Dès son arrivée, Csekey s'est mis à l'étude de l'estonien et son dévouement à la cause de l'amitié hungaro-estonienne pendant les huit années de son séjour à Tartu lui vaudra de hautes distinctions, ainsi que le titre de docteur honoris causa de l'université. Du reste, après son retour en Hongrie et sa nomination à l'université de Szeged, il continuera de montrer de l'intérêt pour tout ce qui touche à l'Estonie.

À ses côtés, Klebelsberg lui envoie un lecteur en la personne d'Elemér Virányi, professeur de l'enseignement secondaire, qui reste à Tartu de 1923 à 1928. Revenu à Budapest, il prend en main jusqu'en 1936 le secrétariat de la section hongroise de la commission tripartite pour les relations culturelles entre peuples finno-ougriens (*Finnugor kultúrbizottság magyar osztálya*) et participe activement, sous la houlette d'Aladár Bán, aux travaux de la Société touranienne. Il est également admis à la Société hongroise de linguistique (*Magyar nyelv-tudományi társaság*).

En 1931, Csekey est remplacé à la tête de l'Institut hongrois de Tartu par le linguiste József Györke, qui a été le premier étudiant à bénéficier de la bourse instituée par Klebelsberg.

Il s'est spécialisé non seulement dans les langues finno-ougriennes, mais aussi dans les langues samoyèdes, dont il deviendra le meilleur connaisseur hongrois de son époque. Rentré en 1936 à Budapest, il succède à Virányi au secrétariat permanent de la commission chargée

d'organiser les congrès finno-ougriens. En même temps, il partage la responsabilité de la rédaction du bulletin d'information intitulé « Nos parents septentrionaux » (*Északi rokonaink*). Enfin, il est aussi chargé de cours de morphologie suffixale ouralienne (*uráli szóragozástan*) à l'université de la capitale. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il sera élu à l'Académie des sciences et prendra la direction générale de la Bibliothèque nationale Széchényi, mais mourra presque aussitôt, à peine âgé de quarante ans.

Un an après son arrivée à Tartu, il est rejoint par le géographe Mihály Haltenberger, qui a été nommé par Klebelsberg professeur associé étranger près la chaire de langue hongroise. Non seulement ce dernier publie en 1926 la première description géographique complète de l'ensemble de l'Estonie, mais c'est lui qui met en place dans ce pays les recherches océanographiques en mer Baltique.

Son successeur à Tartu, l'historien de la littérature Jenő Fazekas, arrivé en 1937, y restera jusqu'au-delà de l'annexion de l'Estonie à l'empire soviétique, puisqu'il ne la quittera qu'en juin 1941, à la suite de l'attaque allemande contre l'URSS. Il sera ensuite lecteur à l'université de Helsinki de 1942 à 1945, puis il se retirera à Uppsala, en Suède, et se spécialisera dans l'étude du vogoul et de l'ostiak.

À cela il convient encore d'ajouter la venue à Tallinn en 1923, à la demande expresse du ministre estonien de la Culture, du maître céramiste hongrois Géza Jákó, professeur à l'École municipale des arts décoratifs de Budapest, qui fut à l'origine de l'école estonienne des arts du feu et resta à Tallinn onze ans, jusqu'en 1934, contribuant à inscrire un nom hongrois dans l'histoire de la céramique estonienne.

Avec la Finlande les choses allèrent moins vite. L'accord du gouvernement Ingman et du président Ståhlberg, après avis favorable du parlement, n'intervint que le 30 janvier 1925. Aladár Bán fut aussitôt pressenti pour prendre la direction de l'Institut hongrois à créer, comme étant à tous égards le plus compétent. Mais il déclina l'offre qui lui était faite, car il ne voulait pas abandonner pour une longue période les différentes fonctions qu'il exerçait à Budapest ni renoncer aux travaux de traduction qui l'occupaient alors pleinement (il avait entrepris de traduire *Kalevipoeg*). Ce fut l'historien Gyula Weöres, professeur d'épistémologie, qui devint à sa place le premier lecteur de hongrois à l'université de Helsinki et fonda le premier institut. Il ne rentra qu'au terme d'un séjour de quinze années pour aller enseigner à

l'École supérieure de commerce d'Újvidék (aujourd'hui Novi Sad, en Serbie).

LE TROISIÈME CONGRÈS FINNO-OUGRIEN

Le prochain congrès finno-ougrien devait avoir lieu en juin 1927. Mais au dernier moment, à la demande du gouvernement finlandais, il est reporté d'une année. Le motif invoqué est la tenue au même moment des élections législatives. Ce n'est là qu'un mauvais prétexte, car il aurait suffi de retarder l'événement de quelques semaines, voire d'un mois. La vérité est ailleurs. La Finlande traverse alors une période difficile du point de vue politique.

Depuis la fin de la guerre civile, les communistes, appuyés et financés par l'URSS, ne cessent de fomenter des troubles et des grèves. En 1923, le gouvernement de l'agrarien Kyösti Kallio fait emprisonner les députés communistes, mais il le fait contre l'avis du président de la République Kaarlo Juho Ståhlberg, ce qui provoque la dissolution de l'Assemblée nationale et la formation en mai 1924 d'un gouvernement minoritaire, présidé par le pasteur Lauri Ingman.

L'année suivante, Kallio tente de diriger les affaires du pays en regroupant les agrariens (*Maalaisliitto*) et le Rassemblement (*Kokoomuspuolue*), mais la coalition ne tarde pas à se disloquer pour laisser place en décembre 1926 à un nouveau cabinet minoritaire, dirigé par le social-démocrate Väinö Tanner. C'est un événement lourd de conséquences, puisqu'il ramène au pouvoir les socialistes, dès lors que ceux-ci ont substitué au drapeau rouge de la révolution le drapeau national « d'argent à la croix d'azur, déviée à dextre » de la République.

Malgré le rapide essor économique et l'amélioration générale des conditions de vie, le mécontentement s'installe durablement. Des manifestations, entretenues par les communistes, rebaptisés pour l'occasion « Parti des ouvriers et des paysans » (*Työväestön ja Maalaisväestön puolue*), menacent le fragile édifice de la démocratie représentative au moment où le parlement décide d'élever à la présidence de la République l'agrarien Lauri Relander, un Carélien, en mars 1925, Ståhlberg ayant refusé de se porter à nouveau candidat.

À l'autre extrémité de l'échiquier politique, le mécontentement commence à se manifester en sens inverse, ce qui entraînera en novembre 1929 la création d'un mouvement à tendances fascistes, le mouvement de Lapua, du nom d'une petite ville de la province de Vaasa où tout a débuté par de violents affrontements.

C'est assez dire que les dirigeants finlandais se trouvent confrontés à une crise qui risque à tout moment de dégénérer en guerre civile. En juin 1927, à l'heure où aurait dû se tenir le troisième congrès finno-ougrien, cette terrible perspective ne peut pas être écartée. Dès lors on comprend pourquoi le gouvernement a jugé raisonnable de demander le report à plus tard d'une manifestation culturelle où il serait apparu en position de faiblesse.

Le congrès se tient finalement en juin 1928. Des délégations nombreuses y prennent part, comme si elles voulaient rattraper le temps perdu. Le président du parlement de Finlande en personne, accompagné de plusieurs députés, vient y assister. Il profite de l'occasion pour rencontrer son homologue hongrois, ainsi que le ministre Klebelsberg, avec lequel il s'entretient longuement des perspectives de coopération culturelle bi- et multilatérales.

On enregistre au total mille quatre-vingts participants, alors que Teleki et Klebelsberg n'avaient compté au départ que sur moins de la moitié et s'en estimaient déjà satisfaits. Il est vrai que les Hongrois, à leur habitude, n'ont pas lésiné sur les moyens. Ils savent que ce genre de manifestation est de nature à les réinsérer dans le contexte international et à contrebalancer quelque peu la propagande magyarophobe de la Petite Entente. Des concerts, des conférences, des colloques, des expositions, des visites de monuments et des excursions en province sont inscrits au programme. Les congressistes sont répartis en quatre grandes commissions, chargées d'élaborer des propositions et d'établir un premier catalogue des actions communes à mener au cours des années à venir dans les domaines de l'enseignement, de la vie économique, des arts et des lettres, ainsi que de la musique tant populaire que classique. Présidés de main de maître par l'infatigable Pál Teleki, animés très souvent par le non moins infatigable Aladár Bán, ils s'efforcent de définir entre eux les points de convergence de leurs intérêts et de leurs préoccupations, puis d'y trouver la solution pouvant convenir à la fois aux uns et aux autres.

Ils constatent de prime abord que les trois États finno-ougriens de l'Europe ne partagent pas seulement une certaine parenté linguistique, ils ressentent aussi avec quelque amertume le poids de leur isolement et, dans le cas de la Finlande, et plus encore de l'Estonie, celui de leur nouveauté, synonyme d'une évidente inexpérience des affaires extérieures. Réduits à leurs propres forces, disposant de moyens limités, ils sont de plus enclavés entre les cultures de l'Orient et de l'Occident, encore que tous trois proclament avec raison leur appartenance au monde occidental. Ils sont aussi pris en tenaille entre les mondes slave et germanique et n'ont entre eux aucune frontière terrestre commune. Édifiés sur une base ethnique, ou plutôt linguistique, ils sont sans véritables limites géographiques précises, sans une « frontière naturelle » comme l'était naguère encore l'arc harmonieux des Carpates pour la Hongrie. Bref, ils subissent des handicaps qui les rendent plus vulnérables que les États anciennement constitués. Raison de plus pour s'employer énergiquement à accroître entre eux échanges, rencontres, contacts, et mobiliser leurs opinions publiques respectives en vue d'une connaissance mutuelle toujours meilleure.

Tel devait être le but de ce troisième congrès finno-ougrien, et tel fut bien le cas, en effet, puisqu'il offrit aux participants de nombreuses occasions d'entretiens et de discussions, dont ils tirèrent d'indubitables profits. Tous les délégués se montrèrent particulièrement satisfaits des décisions prises par Kunó Klebelsberg en faveur des lectorats et des instituts de Tartu et de Helsinki.

L'année suivante, le ministre hongrois prend une autre décision de nature à plaire également à la Finlande et à l'Estonie. Il nomme Miklós Zsirai, jusque là professeur de finnois au Collège Eötvös, à l'université de Budapest et le charge d'y mettre en place dans un premier temps l'enseignement du finnois, étant entendu qu'il s'agira de créer les conditions nécessaires à l'installation prochaine d'une véritable chaire des langues finno-ougriennes, où seront enseignés aussi l'estonien et l'une ou l'autre des principales langues parlées en Russie. Dans ce poste éminent, Zsirai saura s'affirmer rapidement comme le maître incontesté des études finno-ougriennes en Hongrie, comme l'égal des plus grands maîtres finlandais.

VOYAGE AU NORD

En avril 1930, le comte Klebelsberg entreprend une tournée dans les pays du Nord, qui le mène en Allemagne, en Pologne et en Suède, mais aussi en Finlande et en Estonie, la première et longtemps la seule de ce genre. Il s'agit dans son esprit d'ouvrir une nouvelle brèche dans le mur de haine et d'incompréhension où le traité de Trianon a enfermé la Hongrie, de multiplier les contacts et les échanges dans le domaine culturel.

Il est accompagné du conseiller ministériel Zoltán Magyar qui l'année précédente s'est rendu à Paris en mission d'exploration dans le but de jeter le plus rapidement possible les bases d'un futur Institut hongrois en France.

Il a également emmené avec lui le linguiste Zoltán Gombocz, membre de l'Académie des sciences, spécialiste des langues ouraliennes et altaïques, directeur du Collège Eötvös, auteur de travaux sur les étymologies finno-ougriennes qui font autorité.

Le ministre saisit l'occasion de ce déplacement en pays finno-ougriens pour prononcer plusieurs conférences sur l'histoire, la littérature, la culture de la Hongrie, domaines où il est particulièrement compétent puisqu'il préside depuis près de dix ans la Société historique hongroise (*Magyar történelmi társulat*). Comme historien il a publié une édition critique des papiers du comte Étienne Széchenyi, retrouvés à Döbling, où il est mort. Il a pris part dans sa jeunesse à des recherches turcologiques à Constantinople. En outre, au sein de l'Académie, il appartient à la section des sciences historiques. Fort de sa science, il insiste sur l'importance que doit revêtir la coopération entre peuples finno-ougriens qui, depuis quelques années, connaît sous son impulsion, celle de Teleki, de Bán et de la Société touranienne, un développement prometteur.

À Helsinki, il est reçu par son homologue, le pasteur-doyen (*rovasti*) et leader agrarien Antti Kukkonen, ministre de l'Instruction publique dans le troisième cabinet Kallio (qui se retirera le 1^{er} juillet suivant). Il rencontre de nombreux intellectuels, des écrivains, des artistes, des finno-ougriens, des pasteurs, ainsi que les représentants de la vie politique et parlementaire, entre autres le futur président Per E. Svinhufvud.

Il se rend ensuite en province, toujours accompagné de Kukkonen, afin de faire plus ample connaissance avec l'excellent système scolaire finlandais. Il visite successivement des écoles primaires et primaires supérieures, des collèges, des lycées, une école d'enseignement ménager, ainsi que différents autres établissements spécialisés. Il achève sa tournée provinciale par une visite à l'Académie militaire de Tuusula, en Uusimaa (Nyland), à une trentaine de kilomètres au nord de Helsinki.

Après quoi il franchit par bateau le golfe de Finlande et débarque à Tallinn, où il est reçu par le ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Otto Strandmann, l'agronome Jaan Hünerson, fondateur de la Ligue rurale (*Maarahva Liit*), parti agrarien créé naguère sur le modèle du *Maalaisliitto* finlandais, et ancien secrétaire général de l'Association centrale des agriculteurs estoniens (*Eesti Põllumeeste Keskselts*).

Il rencontre là aussi des représentants de la vie politique et intellectuelle, parlementaires, professeurs, finno-ougriens, écrivains, artistes. Il gagne ensuite Tartu, où il est fait docteur honoris causa de la célèbre université, créée en 1630 par le roi de Suède Gustave II Adolphe, fermée par la suite mais restaurée dans sa fonction en 1802 par le tsar Alexandre I^{er} Pavlovitch et connue jusqu'à l'indépendance de l'Estonie comme l'université allemande de Dorpat, même si en 1893 les Russes éprouvèrent le besoin de la rebaptiser Université de Youriev. C'est là que toutes les élites de la nouvelle république baltique ont été formées par des professeurs de grand talent, mais qui ne parlaient qu'allemand ou russe, presque jamais estonien.

Le ministre hongrois est officiellement élu membre d'honneur de la Société savante estonienne (*Õpetatud Eesti Selts*) en même temps que les professeurs József Szinnyey et Zoltán Gombocz. C'est la plus ancienne institution intellectuelle de l'Estonie, fondée en 1836 par Friedrich Robert Faehmann, qui a compté parmi ses membres pratiquement tous les hommes de lettres et de sciences qui ont laissé un nom dans l'histoire du pays. Pour cette raison, elle en est aussi la plus prestigieuse, le symbole vivant de la renaissance nationale autant que le conservatoire du particularisme estonien.

À l'occasion de cette visite du ministre, l'Institut hongrois de Tartu édite un ouvrage regroupant six études, dont une en langue française sur le poète Thalès Bernard, grand admirateur de Petöfi, traducteur ou

plutôt adaptateur de nombre de ses poèmes, auteur d'une anthologie de la poésie populaire hongroise, qui s'est aussi intéressé à la poésie populaire finnoise et estonienne. Elle est due à Elemér Virányi, lecteur de hongrois près l'université, sur le point de quitter son poste pour regagner définitivement Budapest et qui l'a écrite deux ans plus tôt. En septembre prochain viendra lui succéder le premier bénéficiaire de la bourse instituée par Klebelsberg pour aider au développement des études finno-ougriennes et ouraliennes en Hongrie, un jeune homme de vingt-trois ans, József Györke, futur spécialiste reconnu des langues ob-ougriennes et des langues samoyèdes.

Ce voyage fait l'objet par la suite de nombreux comptes rendus dans la presse des trois pays. À Budapest, Aladár Bán se charge de le décrire et surtout d'en tirer les leçons dans une étude de plusieurs pages de la revue *Turán*, sous le titre « Le voyage dans le Nord du comte Kunó Klebelsberg » (*Gróf Klebelsberg Kunó északi utazása*). Il donne en même temps un article de plus grande diffusion dans le numéro du 1^{er} juillet 1930 du « Journal de Pest » (*Pesti Napló*) intitulé « Au pays des peuples frères » (*Testvérnépek hazájában*).

De façon plus générale, le voyage du ministre de l'Instruction publique suscite de nombreuses réactions dans l'ensemble de la presse hongroise, ce qui tient en premier lieu à son caractère nouveau, mais aussi à l'importance des résultats qu'on en peut escompter à brève ou à longue échéance. De plus, un reportage filmé a été réalisé par le service des actualités cinématographiques, grâce auquel le grand public peut être plus amplement informé de l'événement et de ses conséquences. Ainsi Klebelsberg apparaît-il, autant que le premier ministre István Bethlen, comme l'homme qui a réussi à briser l'isolement où Trianon a plongé la Hongrie.

Au demeurant, à peine rentré à Budapest, le ministre procède à la création d'une Commission nationale pour la recherche finno-ougrienne (*A finnugor kutatás nemzeti bizottsága*), dont la présidence est assumée par Zoltán Gombocz, puis, après la mort de celui-ci en 1935, par Miklós Zsirai. La commission est hébergée par le Collège Eötvös, dont elle reçoit appui moral et matériel. Son rôle est de mener des travaux touchant à toutes les disciplines : linguistique, ethnographie, archéologie, histoire, littérature orale et écrite, arts graphiques et plastiques, influences étrangères, etc., de manière à faire progresser rapidement la connaissance du monde finno-ougrien, notamment à

propos de l'origine des différentes populations parlant un idiome de cette famille linguistique extrêmement dispersée.

LA « JOURNÉE FINNO-UGRIENNE »

L'accord qui a été passé avec la Finlande et l'Estonie au sujet de la commission pour la recherche finno-ougrienne s'inspire directement de ce qui s'est passé plusieurs fois à Genève, lors des assemblées de la Société des Nations, quand les trois États finno-ougriens ont conjugué leurs efforts en vue de prendre une position commune sur telle ou telle question qui y était débattue. Cette coopération s'est révélée si fructueuse, elle a changé à ce point les équilibres et les comportements, qu'ils ont décidé de l'étendre à l'ensemble du secteur culturel. Klebelsberg a dès lors préconisé une coopération plus étendue entre les sept universités finno-ougriennes, celles de Turku et de Helsinki pour la Finlande, celle de Tartu pour l'Estonie, celles de Budapest, Pécs, Szeged et Debrecen pour la Hongrie, bien certain qu'il ne pourrait résulter de cette entente que de meilleurs enseignements, de plus vastes recherches, de plus hauts diplômes, c'est-à-dire la possibilité de lutter à armes égales avec les meilleurs établissements universitaires de l'Occident. Dès 1930, des échanges d'étudiants et de professeurs plus nombreux sont organisés de part et d'autre. Szeged notamment, dont Klebelsberg est l'élu, propose aussitôt à son instigation une centaine de places et de logements gratuits pour des étudiants finlandais et estoniens.

Toujours sur la lancée des décisions prises lors de son voyage au Nord, le ministre entreprend de faire célébrer chaque année l'amitié finno-ougrienne dans les écoles hongroises, sous la forme de manifestations artistiques, de conférences, de projections de films et d'échanges entre correspondants.

Une première « Journée finno-ougrienne » (*Finnugor Nap*) avait eu lieu dès février 1930, avant même le départ de Klebelsberg, à l'école de la rue Wesselényi, à Pest. C'est sur ce modèle que devront agir dorénavant les autres écoles, mais partout à la même date, qui est fixée à la dernière fin de semaine du mois d'octobre. L'idée était à ce point dans l'air que Finlande et Estonie emboîtent aussitôt le pas, organisant à leur tour dans les écoles une journée finno-ougrienne destinée à faire

connaître spécialement la Hongrie. Pour marquer l'importance qu'ils attachent à cette commémoration, les ministres de l'Instruction publique des trois pays se congratulent par télégramme à cette date de fin octobre, scellant ainsi de façon officielle cette mutuelle volonté qui les anime de travailler ensemble à mieux se connaître et donc à mieux s'estimer. La Hongrie est particulièrement gagnante dans cette opération, car jusqu'alors les publics finlandais et estonien la percevaient mal, comprenaient plus mal encore le drame qui l'avait frappée et saisissaient difficilement quels liens de parenté pouvaient exister avec ce peuple lointain dont la langue leur était si étrangère.

DE LA CRISE A LA MORT

La crise économique mondiale, qui éclate en octobre 1929, ne tarde pas, malheureusement, à mettre à mal la situation financière de la Hongrie et à compromettre sa stabilité politique. Les exportations agricoles ne trouvent plus de débouchés, le revenu national chute brutalement, le gouvernement doit opérer des coupes claires dans le budget. Secoué par une opposition parlementaire de plus en plus orientée vers l'extrémisme, le cabinet Bethlen, qui dirigeait le pays depuis dix ans, se voit contraint à la démission. Teleki, qui avait cédé en 1926 sa circonscription électorale de Szeged-ville à son ami Klebelsberg, déplore vivement son soudain retrait des affaires. Le 24 août 1931, en effet, il a dû passer ses pouvoirs à Jenő Karafiáth, nommé à sa place au ministère des Cultes et de l'Instruction publique dans un cabinet Gyula Károlyi qui ne tiendra pas même un an.

Il est vrai que le grand ministre réformateur, qui a su imprimer à la vie culturelle hongroise une nouvelle jeunesse et lui a fait faire des pas de géant, est à présent saisi de lassitude.

Sa santé se détériore. Un an plus tard, le 12 octobre 1932, il s'éteint brusquement à l'âge de cinquante-sept ans, sans avoir eu le temps de contempler les fruits du travail énorme qu'il a fourni. En dépit de la volonté bien affirmée de Karafiáth, puis de Bálint Hóman, de poursuivre jusqu'à son terme l'œuvre immense de modernisation du système éducatif hongrois, entreprise avec tant de détermination par leur illustre prédécesseur, les choses ne sont plus les mêmes après son départ, qui coïncide avec le point culminant de la crise économique.

Le climat général s'en trouve alourdi, d'autant que, un peu partout en Europe, l'on assiste alors à la montée des dictatures.

En ce qui concerne du moins les relations avec les pays finno-ougriens, Karafiáth et surtout Hóman s'efforcent de marcher sur les brisées de Klebelsberg. Les traités de coopération culturelle que Klebelsberg avait mis en chantier sont signés avec la Finlande et l'Estonie, au cours de cérémonies solennelles.

Mais l'éclatement de la Tchécoslovaquie, puis la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Hiver qui oppose fin 1939-début 1940 la Finlande à l'envahisseur soviétique, enfin l'annexion de l'Estonie à l'URSS au cours de l'été 1940, achèvent de détruire pour longtemps l'œuvre voulue et réalisée par Klebelsberg en faveur du rapprochement entre les trois États finno-ougriens de l'Europe. Il faudra attendre un demi-siècle pour que le mal puisse être réparé, avec la disparition de l'Union soviétique et des dictatures communistes qu'elle avait imposées.

BIBLIOGRAPHIE

- BÁN Aladár, 1930, « Gróf Klebelsberg Kunó északi utazása », *Turán*, Budapest.
- BÁN Aladár, 1930, « Testvérnépek hazájában », *Pesti Napló*, 1^{er} juillet 1930.
- BOROS László, 1929, *Magyar politikai lexikon*, Budapest.
- Eesti biograafilise leksikon*, Tartu, 1926-1929.
- Eesti biograafilise leksikoni täiendusköide*, Tartu, Tallinn, 1940.
- FODOR Ferenc, 2002, *Teleki Pál*, Budapest.
- GRATZ Gusztáv, 2001, *Magyarország a két háború között*, Budapest.
- Gróf Klebelsberg emlékezete*, Budapest : Klebelsberg Alapítvány, 1994.
- Gróf Klebelsberg Kunó politikai hitvallása*, Budapest : Klebelsberg Alapítvány, 2000.
- HAJDÚ Péter (dir.), 1992, *Zsirai Miklós emlékkönyv : születésének 100. évfordulója alkalmából*, Budapest.
- HENTILÄ Seppo, JUSSILA Osmo, NEVAKIVI Jukka, 1999, *Histoire politique de la Finlande*, Paris : Fayard.
- HUSZTI József, 1942, *Gróf Klebelsberg Kunó életműve*, Budapest.
- Klebelsberg Kunó és a finnugor kapcsolatok*, Budapest : Klebelsberg Alapítvány, 2003.

- KLEBELSBERG Sarolta, 1995, *Unser Schicksalsweg*, Budapest.
- KLEIST R. (dir.), 1930, *Eesti avalikud tegelased*, Tartu.
- KOSÁRY Domokos, 1995, « Magyarország kultúrpolitikája az első világháború után – Klebelsberg Kunó jelentősége », *Europai Utas*, n° 4, pp. 28-31.
- LE CALLOC'H Bernard, 2003, « Aladár Bán et les Finno-Ougriens », *Études finno-ougriennes*, tome 35, pp. 161-191.
- PAASIVIRTA Juhani, 1966, *La politique extérieure de la Finlande, 1917-1940*, Turku.
- PAASIVIRTA Juhani, 1989, *Finland and Europe, 1917-1939*, Jyväskylä.
- PUNTILA L. A., 1964, *Suomen poliittinen historia, 1809-1955*, Helsinki.
- RAUCH Georg von, MISIUNAS Romuald J., TAAGEPERA Rein, 1994, *A balti államok története*, Budapest.
- SAUVAGEOT Aurélien, 1968, *Histoire de la Finlande*, Paris.
- EGEY Emese, SZÍJ Enikő, 2002, *A Turán című folyóirat finnugor mutatója*, Budapest.
- T. KISS Tamás, 1998, *Gróf Klebelsberg Kunó kultúrát szervező tevékenysége*, Budapest.
- ZSIRAI Miklós, 1937, *Finnugor rokonságunk*, Budapest.

RÉSUMÉS

Count Kunó Klebelsberg's Finno-Ugric policy

During the years between the two World Wars, Count Kunó Klebelsberg played a prominent role in the fields of Hungarian education, scientific research and culture, and succeeded within a comparatively short time in making Hungary one of the most cultured and educated countries of Europe. At the same time, in order to extricate his country from the diplomatic isolation to which it had been relegated by the peace treaty of Trianon, he decided to take advantage of the linguistic relationship with the other nations speaking Finno-Ugric languages that had become independent at the end of the First World War, namely Finland and Estonia. With the help of Count Pál Teleki and the Turanian Society, Klebelsberg arranged Finno-Ugric congresses and initiated a policy of cultural co-operation with Finland and Estonia, which were as eager as Hungary to break their political isolation. Klebelsberg founded Hungarian institutes in Helsinki and Tartu on the same pattern as those in Vienna, Rome and Berlin, to which he sent teachers,

searchers and students. In 1930, he visited Finland and Estonia in order to increase cultural and political co-operation with them. On his return he created a "National Committee for Finno-Ugric Research" and established a professorship in Finno-Ugric languages at the University of Budapest. He also instituted, together with his Finnish and Estonian colleagues, a "Finno-Ugric Day" in all the schools and colleges of Hungary. By the time Klebelsberg left political life in August 1931, owing to István Bethlen's dismissal from the premiership, the political and cultural co-operation between the three Finno-Ugric states of Europe had become an essential part of Hungary's politics.

Gróf Klebelsberg Kunó finnugor politikája

A két világháború közötti időszakban gróf Klebelsberg Kunó a magyar közélet egyik legkiemelkedőbb személyiségének bizonyult. Politikai pályafutását és ténykedését szinte teljesen a közoktatás és a tudományos kutatás szolgálatába állította. Az elemi iskolától az egyetemig és a kutatóintézetig, olymódon tudta fejleszteni a magyar közoktatást, hogy tíz éven belül Magyarország Európa egyik legműveltebb országává vált. Ezzel egyidőben azon iparkodott, hogy elősegítse feloldani a trianoni békeszerződés miatti elszigetelődést. Teleki Pál és a Turáni Társaság segítségével, a finnugor nyelvi rokonság ürügye alatt, együttműködési politikát alakított ki Finnországgal és Észtországgal, melyek hasonló módon kijutni igyekeztek diplomáciai magányosságukból. Helsinkiben és Tartuban magyar intézetet alapított a bécsi, római és berlini intézetek mintájára, ahová tanárokat, kutatókat és diákokat küldött. 1930-ban meglátogatta a két finnugor testvérországot és ezúttal még tovább növelte a kölcsönös kulturális együttműködés lehetőségeit. Budapestre visszatérve létrehozta az Akadémia mellett működő «Finnugor kutatás nemzeti bizottságát», és az egyetemen a finnugor tanszéket. Ezenkívül, finn és észt kollégáival együtt «Finnugor nap» rendezését kezdeményezte. El lehet róla mondani, hogy minden erejével támogatta, előmozdította a finnugor tudomány fejlődését. 1931. augusztusában, amikor a Bethlen-kormány lemondása következtében visszavonult a közéleti pályáról, a magyar-finnugor kulturális cserekapcsolatok a három finnugor állam politikájának fontos tényezőjévé váltak.